

Corinne ERHEL

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 391 relative à l'interdiction de présence d'organisme génétiquement modifié dans la production des produits agricoles bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité ou d'une appellation d'origine [7 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique [23 janvier 2008] (n° 627)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 231, posée le 6 mai 2008. Télécommunications. France Télécom (J.O. Questions p. 3702). Appelée le 6 mai 2008. Restructuration, conséquences (p. 1862)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son intervention (p. 1846)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Procédure des questions :

Elevage : cheval (p. 4047)

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4208)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 53 (révision des modalités de calcul du prélèvement opéré sur le produit de la taxe professionnelle issu de France Telecom) : rejeté (p. 3536)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4467) : rejetée (p. 4472)

Thèmes :

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4469)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4469)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4468 et s.)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4469)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4468)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4468)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : grande distribution (p. 4469)

Justice : carte judiciaire (p. 4469)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4467 et s.)

Politique sociale : surendettement (p. 4468)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 90 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Intervient sur l'adt n° 205 de M. Alain Vidalies (prohibition du consentement tacite du consommateur) (p. 4481)

Article 1er (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4643)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à un abonnement à des services de communications électroniques) (p. 4732)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention (p. 4813)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4813)

Animaux : animaux dangereux : vente (p. 4813)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4813)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4814)

Communes : maires : police (p. 4814)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Son intervention (p. 2094)

Thèmes :

Animaux : trafic (p. 2094)

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 2094)

Animaux : animaux dangereux : contrôle vétérinaire (p. 2094)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2094)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 2094)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Article 2 bis A (institution d'un permis de détention des chiens de première et deuxième catégorie)

Ses amendements n° 4 et 5 : adoptés (p. 2098)

Article 5 ter (agents de sécurité et de gardiennage)

Son amendement n° 6 (p. 2099)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents ou d'homicides)

Son amendement n° 7 (p. 2099)

Projet de loi n° 344 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5283)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 1 (interdiction de délivrance d'un label rouge pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) (p. 5283) : rejeté (p. 5284)

Après l'article 1er quater

Son amendement n° 2 (interdiction de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit qui comporte une présence d'organisme génétiquement modifié) : rejeté (p. 5284)

Son amendement n° 3 (interdiction de toute production d'organismes génétiquement modifiés dans l'aire géographique de production d'un produit sous appellation d'origine contrôlée) (p. 5284) : rejeté (p. 5285)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1108)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1108)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1108)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1108)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1209)

Son amendement n° 234 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1209)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1250, 1264 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 414 (impossibilité de délivrance d'un label rouge pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) : rejeté (p. 1313)

Son amendement n° 415 (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1313) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1316)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 247 de Mme Delphine Batho (suppression de la notion de "coexistence entre cultures" avec ou sans OGM) (p. 1326)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses amendements n°s 410 et 461 rectifié (p. 1340 et s.)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1425 et s.)

Après l'article 14

Reprend l'adt n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) : rejeté (p. 1444)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2776)

Thèmes :

Télécommunications : politiques communautaires (p. 2777)

Télécommunications : autoroutes de l'information (p. 2776)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2776)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3078 et s., 3089 et s., 3106)

Ses amendements n°s 566, deuxième rectification, 569, 587, 843 à 845, 586 rectifié et 838 (p. 3083 et s.)

Son amendement n° 842 rectifié (p. 3106) : adopté après modification (p. 3107)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 565 de M. Jean Gaubert (p. 3112)

Article 30 (attribution des autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes)

Ses amendement n^{os} 847 (de suppression), 850, 849 et 848 (p. 3115 et s.)

Après l'article 30

Son amendement n° 846 rectifié (p. 3124) : retiré (p. 3125)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3326)